

Un sommet touffu, pointu, qui nécessite le concours de nombre d'experts

L'article de Philippe ABI-AKL

Chronique d'une visite annoncée. C'est commode pour la presse. On vous annonce ce qu'il va y avoir pendant. Et vous pouvez facilement subodorer les suites. Mais c'est loin d'être aussi aisé pour les hôtes eux-mêmes, invitants ou invités, interlocuteurs partenaires ou protagonistes marchandant un quelconque accord. Il leur faut surveiller leurs pas, savoir de quoi et comment parler. Préparer quantité de dossiers épineux et piégés. Surtout lorsque le contentieux à traiter est si lourd sur tous les plans, et à tous les égards. Comme c'est le cas pour les rapports libano-syriens. Les rapports plutôt que les relations qui restent à définir car tant qu'elles sont à sens unique, il vaut mieux considérer, pour rester poli, qu'elles n'existent pas.

Bref, on ne s'étonnera pas que le président Michel Sleiman, tout en planchant assidûment sur les dossiers à discuter avec le président Assad, veuille s'entourer, lors des entretiens, d'une équipe d'experts versés dans tout. L'humanitaire prioritaire, entendre nos prisonniers, ou plutôt les leurs, de Saydnaya. Dans la sécurité, le terrorisme, Nahr el-Bared, les bases palestino-syrianisées, le trafic d'armement. Dans la topographie frontalière, Chebaa en tête. Dans le politique foisonnant, dans l'économie, qui l'est beaucoup moins. Et dans les méandres du Assi, de l'Oronte. De cette rivière commune dont le départage déséquilibré reste un symbole fort d'un passé de même attribut pas encore vraiment révolu.

En commandant de navire, le président Sleiman va se focaliser, dans ses interventions directes, sur le cap essentiel. Tout simplement répondre aux vœux du Liban profond et à la soif de quiétude des Libanais. Corriger la trajectoire. Lancer des relations saines, solides, protégées des secousses. Et, pour qu'elles le soient, demander à ce qu'elles se limitent à des échanges d'État à État. Sans plus de collusion syrienne avec des parties libanaises, politiques certes mais privées. Trop souvent, d'ailleurs, privées de volonté propre, déviantes, assujetties. Au point que par leur truchement, les Syriens arrivaient à contrôler jusqu'aux moukhtars et aux édiles du moindre village. C'est cependant avec confiance que le chef de l'État aborde son entretien avec son homologue syrien. Car ce dernier, rencontré à Paris chez Sarkozy, a fait alors montre de beaucoup d'ouverture. Assurant au nouveau régime libanais un plein appui. Se disant prêt à discuter dans un esprit positif de tout. Et précisant, pour bien marquer ses bonnes intentions, qu'il a déjà donné des instructions pour réactiver la commission mixte chargée de clore le dossier des prisonniers libanais en Syrie. Enfin, et sans doute surtout, le président Assad a convenu que les relations bilatérales devraient désormais être uniquement d'État à État. Dans cette ligne, des visiteurs retour de Damas affirment que le président Assad compte, effectivement, faire au président Sleiman plein de cadeaux, politiques s'entend, de double bienvenue.

Scepticisme voilé

Mais les loyalistes du cru, échaudés par l'histoire elle-même, qui n'est qu'un condensé de désillusions, doutent encore que le régime syrien se désengage ainsi au Liban. Qu'il lâche en même temps du lest et un atout majeur entre ses mains, vis-à-vis des Américains, des Israéliens, des Palestiniens, des Arabes modérés. Ou même vis-à-vis de ses intérêts, des plus légitimes aux plus sordides. Les loyalistes pensent qu'une fois de plus, le régime syrien manœuvre, pour amadouer et tromper tout son petit monde, de l'Américain au Saoudien en passant par le Français. Ou par le Turc qui, jouant les médiateurs entre lui et Tel-Aviv, aimerait bien le voir s'ouvrir à la paix, se déradicaliser. Pour tout dire, les loyalistes estiment que le sommet ne débouchera que sur des promesses syriennes qui, finalement, ne seront pas ou mal tenues. Ce genre de promesses qui, selon un mot cher à Charles Pasqua, n'engagent que ceux qui y croient.

Cependant, des souverainistes reconnaissent que même si les Syriens s'en tiennent à du superficiel, le fait qu'ils veuillent gagner du temps est déjà bon à prendre. Dans ce sens que dans les mois à venir, et jusqu'aux législatives (ce qui est capital), le président Sleiman aurait quand même en main de quoi consolider la stabilité intérieure, politique et sécuritaire. Notamment au Nord et à Koussaya-Yanta, dans la Békaa, où l'on pourrait assister au démantèlement des bases palestiniennes. De quoi défragiliser le Liban et renforcer le pouvoir d'attraction, ainsi que l'autorité, de l'État rassembleur. Profitant ainsi du délai de grâce pour mener tambour battant, et à bien, le processus de dialogue national appelé à redémarrer sous son égide.

Toujours est-il que le secrétariat général du 14 Mars a remis au président Sleiman, en prévision du sommet, un mémoire rappelant les constantes de la révolution du Cèdre et les principes libanais. Le texte émet en outre le vœu que des éclaircissements soient demandés aux Syriens sur nombre de points équivoques, qu'il énumère. En insistant sur les prisonniers, les relations diplomatiques, le tracé des frontières, l'arrêt du trafic, les taxes douanières, etc. Signalons enfin que des sources françaises indiquent que la visite de Sarkozy à Damas en septembre n'est pas en relation directe avec le tout prochain sommet syro-libanais. Mais que, bien entendu, le volet libanais est au menu des entretiens du chef de l'État français avec Assad.